

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57036 Metz  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 01/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **COLLECTE LAIT SARREBOURG (ex. NICOLAÏT)**

Rue de l'étang  
BP 20057  
57400 Sarrebourg

Références : SARREBOURG\_COLLECTE-LAIT\_2023-05-26\_RAPVI\_MTK\_24798.odt  
Code AIOT : 0006201828

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2023 dans l'établissement COLLECTE LAIT SARREBOURG implanté Rue de l'étang BP 20057 - 57400 Sarrebourg. L'inspection a été annoncée le 08/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sur l'incompatibilité chimique dans les industries. Elle porte sur le respect de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et du règlement européen REACH conformément aux prescriptions relatives à la prévention des incompatibilités chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- **COLLECTE LAIT SARREBOURG**
- Rue de l'étang BP 20057 57400 Sarrebourg
- Code AIOT : 0006201828
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Basée à Sarrebourg (57), l'entreprise **COLLECTE LAIT SARREBOURG** (anciennement Nicolait) exerce une activité de collecte et de distribution de lait. Depuis 2006, la transformation du lait en produits laitiers (beurres, crèmes, yaourts..) a été arrêtée sur ce site. Par arrêté préfectoral n° 2013\_DLP\_BUPE\_209 du 17 juillet 2013, elle est autorisée à exploiter ses installations sur ce site de

Sarrebourg.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des produits chimiques ;
- Appréhension du risque d'incompatibilités chimiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Gestion des incompatibilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II – alinéa 7	/	Lettre de suite	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance de l'installation	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 7.3.1.1	/	Sans objet
2	Identification et localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 7.2.2	/	Sans objet
3	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 2.1.2	/	Sans objet
4	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 7.4.4	/	Sans objet
6	Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet
7	Disponibilité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II – alinéa 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, une non-conformité a été constatée à savoir l'absence de l'étanchéité des rétentions de soude et d'acide qui sont deux produits incompatibles. L'exploitant ayant transmis un

bon de commande signé par ses soins de travaux de remise en conformité de la rétention (mise en œuvre de revêtement de sol, reconstitution du mur, etc..), l'inspection ne propose pas de mise en demeure mais de rappeler ses obligations à l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 7.3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation et accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p> <p>Une présence permanente est assurée. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer [...].</p>
<p><b>Constats :</b> L'accès à l'établissement <b>Collecte lait Sarrebourg</b> se fait par un portail et une barrière d'accès levante. Un bureau d'accueil informe et dirige toute personne étrangère à l'établissement.</p> <p>L'exploitant indique, tel qu'écrit dans le protocole de sécurité que les livraisons de produits chimiques se font sur rendez-vous et qu'une personne de la société accompagne en permanence le chauffeur-livreur pendant toute sa phase de livraison sur le site .</p> <p>Les principaux produits livrés 2 fois/an en vrac sur le site sont : l'acide nitrique et la soude caustique, deux produits incompatibles .</p> <p>L'inspection des installations classées a pris connaissance du protocole de sécurité signé par l'exploitant et la société de livraison. Il indique plusieurs informations parmi lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les caractéristiques du produit à livrer,</li> <li>- le type de conditionnement,</li> <li>- les caractéristiques des véhicules utilisés,</li> <li>- les consignes de sécurité générales,</li> <li>- les EPI obligatoires lors de la présence du livreur sur site,</li> <li>- la circulation dans l'enceinte du site,</li> <li>- les manœuvres à effectuer,</li> <li>- etc.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Identification et localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Identification et localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations stockées ou utilisées [...]. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportés sur un plan systématiquement tenu à jour.  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a présenté un plan des zones à risques. Quatre zones associées aux risques suivants sont identifiées :  <ul style="list-style-type: none"><li>- Déversement d'hydrocarbure ;</li><li>- Déversement de produits chimiques ;</li><li>- Incendie / Explosion ;</li><li>- Déversement matières laitières ;</li></ul> Le plan présenté le jour de la visite ne comportait pas les caractéristiques des produits (pictogrammes). Par courriel du 16 mars 2023, l'exploitant a transmis une plan mentionnant les pictogrammes des produits chimiques.  L'inspection note la présence d'une fiche simplifiée de la fiche de données de sécurité (FDS) du produit stocké au niveau du local de stockage.  La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Consignes d'exploitation et de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/07/2013, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. [...]
<b>Constats :</b> La présence de consigne sur les sujets en lien avec les produits chimiques et matières incompatibles est demandé à l'exploitant.  En situation normale, la fiche de consignes de dépotage d'acide nitrique en VRAC a été vu. En situation accidentelle, le plan d'urgence du site est présenté. Il comporte les plans suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- PLAN D'INTERVENTION EN CAS DE DÉVERSEMENT D'HYDROCARBURES</li><li>- PLAN D'INTERVENTION EN CAS DE DÉVERSEMENT DE PRODUITS LAITIERS (LAIT)</li><li>- PLAN D'INTERVENTION EN CAS DE FUITE DE GAZ DE VILLE</li><li>- PLAN D'INTERVENTION EN CAS D'INCENDIE</li><li>- SCHÉMA D'ALERTE EN CAS D'ÉVACUATION</li><li>- PLAN D'INTERVENTION EN CAS D'INONDATION</li></ul> Chaque plan détaille la conduite à tenir en cas d'accident/incident.  La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet